

L'Italie de 1992 à 2013 Où va l'Italie ?

1) Les gouvernements italiens depuis la Xe législature :

a) Xe législature (2 juillet 1987 → 2 février 1992). Élections politiques : 14-06-1987.

- 1) Gouvernement Gorla (28-07-1987 → 13-04-1988) = coalition DC+ PSI + PSDI + PRI + PLI
Giulio Andreotti est aux Affaires Étrangères
- 2) Gouvernement Cesare De Mita (13-04-1988 → 22-07-1989) = coalition idem.
Giulio Andreotti est aux Affaires Étrangères
- 3) Gouvernement Giulio Andreotti VI (22-07-1989 → 12-04-1991) = coalition idem.
Gianni De Michelis est aux Affaires Étrangères.
- 4) Gouvernement Giulio Andreotti VII (12-04-1991 → 24-04-1992) = coalition idem.

b) XIe législature (23-04-1992 → 16-01-1994) Élections politiques : 04-04-1992

- 1) Gouvernement Giuliano Amato (28-06-1992 → 28-04-1993) = coal. DC + PSI + PSDI + PLI
- 2) Gouvernement Carlo Azeglio Ciampi (28-04-1993 → 10-05-1994) = coal. idem

c) XIIe législature (15-04-1994 → 16-02-1996) Élections politiques : 27-03-1994

- 1) Gouvernement Berlusconi I (10-05-1994 → 17-01-1995) = coal. FI + LN + AN + CCD + UDC
- 2) Gouvernement Lamberto Dini (17-01-1995 → 17-05-1996) = coal. de politiques indépendants
Susanna Agnelli est aux Affaires Étrangères.

d) XIIIe législature (09-05-1996 → 09-03-2001) Élections politiques : 21-04-1996.

- 1) Gouvernement Romano Prodi I (17-05-1996 → 21-10-1998) = coal. Ulivo + Indipendenti
- 2) Gouvernement Massimo D'Alema I (21-10-1998 → 22-12-1999) = coal. Ulivo + PDCI + UDR
+ Indipendenti
- 3) Gouvernement D'Alema II (22-12-1999 → 25-04-2000) = coal. idem
- 4) Gouvernement Giuliano Amato II (25-04-2000 → 11-06-2001) = coal. Ulivo + PDCI +
UDEUR + Ind.

e) XIVe législature (30-05-2001 → 27-04-2006) Élections politiques : 13-05-2001.

- 1) Gouvernement Berlusconi II (11-06-2001 → 23-04-2005) = coal. FI + LN + AN + Ind. avec de
nombreux changements de ministres
- 2) Gouvernement Berlusconi III (23-04-2005 → 17-05-2006) = coal. id. mais stabilité des ministres

f) XVe législature (28-04-2006 → 06-02-2008) Élections politiques : 09 et 10 avril 2006

- 1) Gouvernement Romano Prodi II (mêmes dates) = coal. DS + Ulivo + Ind.

g) XVIe législature (29-04-2008 → 2013) Élections politiques : 13 et 14-04-2008

- 1) Gouvernement Berlusconi IV (08-05-2008 → 16-11-2011) = coal. PDL + LN + MPA
- 2) Gouvernement Mario Monti (16-11-2011 → ? 2013) = coal. techniciens non-élus.

Le Centre-gauche a donc gouverné pendant la XIIIe et la XVe législatures, Berlusconi pendant la XIVe et la XVIe législatures.

Rappelons que jusqu'en 1981, les présidents du Conseil ont toujours appartenu à la DC ; à partir de 1981, alternent des gouvernements laïques (Giovanni Spadolini, du 28-06-1981 au 01-12-1982, puis Bettino Craxi du 04-08-1983 au 17-04-1987) et à nouveau des gouvernements DC (Fanfani, Gorla, De Mita, Andreotti jusqu'au 02-02-1992)

2) Les Présidents de la République :

Enrico De Nicola (01-07-1946 → 12-05-1948) = Partito Liberale Italiano
Luigi Einaudi (12-05-1948 → 11-05-1955) = Partito Liberale Italiano
Giovanni Gronchi (11-05-1955 → 11-05-1962) = Démocratie Chrétienne
Antonio Segni (11-05-1962 → 06-12-1964) = Démocratie Chrétienne – Démission pour maladie
Giuseppe Saragat (29-12-1964 → 29-12-1971) = Parti Socialiste Démocratique Italien
Giovanni Leone (29-12-1971 → 15-06-1978) = Démocratie Chrétienne – Démission pour procès
Sandro Pertini (09-07-1978 → 29-06-1985) = Parti Socialiste italien
Francesco Cossiga (03-07-1985 → 28-04-1992) = Démocratie Chrétienne – Démission « politique »
Oscar Luigi Scalfaro (28-05-1992 → 15-05-1999) = Démocratie Chrétienne
Carlo Azeglio Ciampi (18-05-1999 → 15-05-2006) = Indépendant
Giorgio Napolitano (15-05-2006 → 05-2013) = Démocrate de Gauche (DS = ex-PCI)

3) La cassure de la République ? : « Tangentopoli » en 1992.

« *Tangentopoli* » (la ville des dessous-de-table) est le nom donné à toute l'affaire de corruption politique qui démarre le 17 février 1992 à Milan, s'étend bientôt à toute l'Italie, et décime toute la classe politique, faisant disparaître en premier lieu le PSI (Parti Socialiste Italien) de Bettino Craxi et la DC (Démocratie Chrétienne) de Arnaldo Forlani et Giulio Andreotti (le « CAF »). Les magistrats qui menèrent l'enquête furent le Procureur Francesco Saverio Borrelli, Antonio Di Pietro, Ilda Bocassini, la seule du pool qui reste en activité (et qui est procureur adjoint au Tribunal de Milan dans les procès Berlusconi), Piercamillo Davigo, Tiziana « Titti » Parenti et Gherardo Colombo : C'est le pool dit de « *mani pulite* » (mains propres).

Le 17 mars 1992, est arrêté à Milan **Mario Chiesa**, responsable important du PSI, éventuel futur maire de Milan et gestionnaire d'un Institut d'État, le Pio Albergo Trivulzio (appelé « *la baggina* »), destiné à recueillir des indigents âgés. Son inculpation fait suite à une dénonciation d'un entrepreneur de Monza, Luca Magni, écrasé par les « *tangenti* » (il devait payer une « *bustarella* » de 14 millions de liras (10% du montant de l'opération) pour s'assurer la victoire dans l'adjudication du nettoyage de l'hospice). Chiesa fut arrêté en flagrant délit alors que Magni lui remettait une valise contenant 7 millions de liras (qu'il tenta de la faire disparaître dans la cuvette des WC !) ; après un mois de réclusion, il se décida à parler et raconta comment fonctionnait en Italie le système des dessous-de-table, ce fut le début de l'affaire. Craxi le condamne déclarant que ce n'est qu'un « *filou isolé* » et que le PSI est un parti intègre. Chiesa est arrêté à nouveau en 2009 pour collecte des « *tangenti* » dans la gestion des déchets de Lombardie.

L'enquête « *Mani pulite* » aurait pu commencer en 1985 lorsque fut arrêté et condamné Antonio Natoli, Président du Métro de Milan et « *entonnoir des tangenti pour les partis au pouvoir et dans l'opposition* » (Goffredo Buccini, *Corriere della Sera*, 16-02-2012). Craxi le défendit et le fit élire sénateur ; le Sénat refusa de lever son immunité parlementaire : les partis étaient aux commandes et considéraient que ce rapport avec les entrepreneurs était normal. Milan était gouvernée depuis la guerre par des socialistes, à l'origine résistants et honnêtes, et le PSI y était resté tout-puissant, sous la direction de Bettino Craxi et de Paolo Pillitteri, son beau-frère, maire de la ville, qui se faisait annoncer par un porte-voix quand il se rendait au bar ... Avant les vacances de Noël 1991, il y eut à Milan une rencontre entre une centaine d'entrepreneurs et les secrétaires administratifs des partis pour se partager les « *buste* » (les enveloppes) : 25% à la DC, 25% au PSI, 25% aux petits partis de la majorité, 25% au PCI-PDS.

Le maire de Milan, Paolo Pillitteri, est condamné à 4 ans et 6 mois, en même temps qu'un autre ancien maire de Milan de 1976 à 1986 et ancien ministre, Carlo Tognoli. Paolo Cirino Pomicino est condamné à un an et 8 mois de réclusion pour financement illicite (affaire Enimont) ; il a été ensuite député de l'UDC. Claudio Martelli, qui avait remplacé Craxi à la tête du PSI, doit abandonner toute activité politique après sa condamnation pour avoir concouru à la banqueroute frauduleuse du *Banco Ambrosiano*. De nombreux autres dirigeants socialistes sont inculpés ou objet d'un mandat d'arrêt (dont, avec Claudio Martelli, Gianni De Michelis, ancien ministre). Les principaux dirigeants de la DC (De Mita, Forlani), du PLI, de la Lega, sont aussi compromis, et va bientôt s'ouvrir le maxi-procès de Giulio Andreotti pour collaboration avec la mafia. La *Fininvest* de Berlusconi est aussi inculpée. Même Primo Greganti, ex-trésorier du PCI est l'objet d'une enquête, il nie toujours et n'est pas inculpé. Quelques représentants du PDS sont inculpés.

Le 7 février 1993, Silvano Larini, ami de Craxi et détenteur de ses secrets de financement, se constitue prisonnier ; Giovanni Manzi, un autre collecteur de tangenti, est aussi arrêté⁽¹⁾.

Craxi est condamné, s'exile en Tunisie pour échapper à la prison et y meurt le 19 janvier 2000. Plusieurs inculpés (43, dit-on) se suicident, dont Sergio Moroni, un jeune député socialiste, Gabriele Vagliari, ex-président de l'ENI (son épouse restitua à l'État 6 milliards de liras de fonds illégaux), et Raul Gardini, président de Enimont (résultat d'une fusion entre l'ENI publique et la Montedison, propriété privée de Gardini), du groupe Ferruzzi.

En même temps les **élections politiques du 4 avril 1992** interviennent après la démission de Francesco Cossiga (1928-2010) de la Présidence de la République, pour protester contre certains aspects de la vie politique

⁽¹⁾ On lira avec intérêt le livre publié le 17 février 2012 par le *Corriere della Sera* sur *Mani pulite* ; le récit de Goffredo Buccini est consultable sur www.100news.it : *Vent'anni fa cominciava Mani pulite*.

italienne et souhaitant un régime présidentiel. Les partis au pouvoir perdent de nombreuses voix, la DC tombe à 29,65%, le PSI à 13,62%, le PSDI à 2,72%, le PRI à 4,30%, le PLI à 2,86%. Même le PDS tombe à 16,10%. **Les élections administratives du 6 juin 1993** confirment cet échec du « pentaparti » (DC = 18,8%, PSI = 5,6%, PSDI = 1,4%, PRI = 1,2%, PLI = 0,3%). Craxi se proposait de redevenir Président du Conseil, mais les soupçons de « *tangenti* » (pour le parti et pour lui-même ou pour ses maîtresses) le lui interdisent, et c'est Giuliano Amato (PSI) qui est choisi, il était le seul libre de toute enquête et de tout soupçon. Marco Pannella propose la candidature de Oscar Luigi Scalfaro (DC) à la présidence de la République, il est élu au 16e tour de scrutin. C'est un « moralisateur » qui refuse toute concession à la corruption.

Des **referendums** modifient l'ordre institutionnel : l'un d'eux supprime 3 ministères (Tourisme et spectacles, Agriculture, Participations d'État), un autre modifie la loi électorale (la proportionnelle intégrale qui dure depuis l'origine de la République est remplacée par un système mixte : 75% de système majoritaire à un tour et 25% de proportionnelle) ; un 3e referendum abolit le financement public des partis politiques. L'opinion manifeste sa colère contre la corruption du système politique, et son soutien aux magistrats milanais que les politiques et la police tentent de déconsidérer ; parmi ces opposants aux magistrats, Silvio Berlusconi qui, après l'inculpation d'un cadre de la *Fininvest*, demande au *Giornale*, dont il est propriétaire, de « *tirer à boulets rouges* » sur le pool milanais ; le directeur du journal, Indro Montanelli, refuse.

Amato tente de dépénaliser le financement illicite des partis, malgré le refus des juges, mais Scalfaro refuse la dépénalisation, et le gouvernement doit démissionner pour laisser la place au gouvernement « technique » de Carlo Azeglio Ciampi, Gouverneur de la Banque d'Italie ; 3 ministres du PCI (PDS) font partie du gouvernement, mais en démissionnent lorsque le Parlement refuse de supprimer l'immunité parlementaire de Craxi.

Par ailleurs **la mafia** profite de la crise politique pour entreprendre une politique violente d'assassinats de ses juges et d'attentats contre des lieux artistiques italiens (à Florence, Rome, etc.) : le 23 mai 1992, **Giovanni Falcone** est assassiné à Capaci avec sa femme et ses gardes du corps ; c'est le tour de **Paolo Borsellino**, le 19 juillet 1992 à Palerme, assassinats ordonnés par le boss de la mafia Salvatore Riina, arrêté le 15 janvier 1993 et condamné à la prison à perpétuité pour une centaine de meurtres, dont celui des 2 juges en 1992, et celui du général Dalla Chiesa en 1982. On a soupçonné Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri d'avoir commandité les attentats, pour déstabiliser le pays et accentuer le vide politique

Enfin cela laisse la place à la **Lega** au nord et au **Movimento Sociale Italiano** (MSI, ex fascistes). La Ligue conquiert Milan, Marco Formentini en est élu maire. La DC disparaît en 1994, remplacée par le PPI (Parti Populaire italien) qui éclate en de nombreuses formations. Le PSI disparaît aussi en 1994, et se scinde en plusieurs formations dont certaines s'allieront à Silvio Berlusconi. Celui-ci « *descend sur le terrain* » en 1994. Il crée un nouveau parti, *Forza Italia*, il gagne les élections politiques d'avril 1994 et devient chef du gouvernement ; sous sa pression, Di Pietro démissionne le 6 décembre 1994 de la magistrature, et donc du pool de « *Mani pulite* » ; il fonde bientôt son parti *L'Italie des valeurs* (IDV).

Le 3 juillet 1992, Craxi intervient au Parlement pour avouer la corruption, et déclarer son existence pour tous les partis italiens : « *Les partis, surtout ceux qui comptent sur des appareils grands, moyens ou petits, des journaux, des activités de propagande, de promotion et d'association, et avec eux de nombreuses structures politiques actives, ont recours et recourent à des ressources d'appoint sous une forme irrégulière ou illégale. Si une grande partie de cette matière doit être considérée comme une matière purement criminelle, alors une grande partie du système serait un système criminel* ». Il reconnaît que le PSI a encaissé des « contributions » pour 186 milliards de liras.

Le bilan réalisé 7 ans après faisait état d'une enquête qui avait porté sur 3200 personnalités, avait demandé 2575 renvois en jugement et avait obtenu 577 condamnations, dont 183 passées en jugement. La police économique (la *Guardia di Finanza*) avait établi des délits fiscaux liés à « *Tangentopoli* » pour un montant de 3609 milliards de liras : le système de corruption était généralisé en Italie, pour enrichissement et « *bustarelle* » (les enveloppes) remises aux dirigeants politiques par les entrepreneurs. Ce sont les chiffres officiels, mais les magistrats reconnaissent eux-mêmes qu'une partie importante des coupables n'a pas pu être punie et a remplacé la partie éliminée dans l'exercice du pouvoir : Silvio Berlusconi, ami et protégé de Bettino Craxi, prendra bientôt la place de celui-ci à la tête du gouvernement. On peut en conclure que « *Mani pulite* » **n'a fait qu'une moitié de l'enquête**, celle qui concernait la DC et le PSI... En 2000, sur 2575 inculpés à Milan, 4

seulement seront placés en détention suite à des condamnations définitives : lenteur de la justice, pressions politiques et prescription ont fait leur œuvre. Vingt ans après « *Mani pulite* », la corruption n'a fait que reprendre et augmenter, sous les auspices de Silvio Berlusconi. Et il a fallu un nouveau gouvernement « technique », celui de Mario Monti, parallèle à ceux de Giuliano Amato et surtout de Carlo Azeglio Ciampi pour tenter de freiner la dégradation financière, politique et morale, et de donner une autre image internationale à l'Italie.

4) Qui est Silvio Berlusconi ?

Silvio Berlusconi **vient d'un milieu relativement modeste** : sa mère est femme au foyer, son père employé d'une banque, dont il deviendra un des directeurs, puis le directeur, titulaire de la signature. Quelle banque ? Celle du comte Carlo Rasini, nom peu connu en France, mais qui va jouer un rôle central dans la vie et la carrière de Silvio Berlusconi. Il était entre autres l'ami du mari de la nièce préférée de Tommaso Buscetta, le grand boss mafieux repent.

Après avoir fait ses études secondaires chez les pères Salésiens de Milan, Berlusconi a entrepris des études de droit à Milan, et parallèlement, il exerce divers petits métiers (représentant d'aspirateurs) pour avoir un peu d'argent ; en particulier, il chante dans les bars, les restaurants, les croisières, avec un petit groupe d'amis, dont Fedele Confalonieri. En mars 1965, il se marie avec Carla Elvira dall'Oglio, dont il aura 2 enfants, Maria Elvira appelée Marina (1966) et Pier Silvio (1969). Il fonde avec un autre client de la banque Rasini la *Cantieri Riuniti Milanesi srl*, et acquiert un premier terrain pour 190 millions (Via Alciati). Mais ce qui va compter, c'est moins la personne de Berlusconi que le système qu'il met en place et dont il est le représentant et l'image.

Et puis, d'un coup, alors qu'il n'a aucune fortune personnelle ou familiale, **il devient industriel, fonde des entreprises** (la *Edilnord Sas* en 1962, liquidée en 1968 et remplacée par la *Edilnord Centri Residenziali*, gérée par une cousine de Berlusconi et un groupe financier suisse inconnu qui fournit les capitaux pour Milan 2, et devient le constructeur de tout un quartier nouveau de Milan, Milano 2 (sur un terrain acheté par la *Edilnord C.R.* en 1968 à Segrate, périphérie Est de Milan, sur le modèle des ensembles résidentiels hollandais) avant de se lancer dans les investissements audiovisuels, de créer la *Fininvest*, et de devenir une des plus grandes fortunes d'Italie (Voir le bilan de sa fortune personnelle, estimée à 6 milliards d'euros sur *Il Sole 24 Ore* du 03 mai 2009). Alors, « **où a-t-il pris l'argent ?** », se demandent Elio Veltri et Marco Travaglio au début de leur livre, publié en 2001 aux Editori Riuniti, *L'odore dei soldi* (L'odeur des sous). Quelle est l'origine de la fortune de Berlusconi ?

Lorsqu'il va arriver aux affaires, le père de Silvio, Luigi Berlusconi, d'abord employé, est devenu directeur de la **banque Rasini**. C'est une petite banque milanaise qui a un guichet unique à Milan, créée au début des années '50 par le comte **Carlo Rasini**, une riche famille noble de Milan, et le palermitain **Giuseppe Azzaretto** (mari de la nièce du Pape Pie XII, 1876-1958), qui est l'homme de confiance de Giulio Andreotti en Sicile : capitaux milanais et siciliens d'une valeur de 100 millions de liras. En 1970, la banque acquiert une part de la *Brittner Anstalt*, société de Nassau, dans le conseil d'administration de laquelle figurent des noms qui deviendront connus, Roberto Calvi, Licio Gelli, Michele Sindona, Mgr Marcinkus. En 1973, la banque devient une S.p.a., et son contrôle passe aux Azzaretto, avec la participation de l'avocat Mario Ungaro, ami de Sindona et d'Andreotti (la baronne Maria Cordopatri, cliente de la banque, révéla que Giulio Andreotti était le véritable patron de la banque, sous le couvert de Azzaretto...). Andreotti était un grand ami des Azzaretto, chez qui il passait une partie de ses vacances, dans leur villa de la Côte d'Azur ; Giuseppe Azzaretto était Commandeur du Saint Sépulcre et Chevalier de l'Ordre de Malte.

Probablement par méfiance envers les Azzaretto, Carlo Rasini quitte totalement la banque, malgré son excellente situation financière. Sous la direction générale d'Antonio Secchione, la banque multiplie sa richesse, passant de un milliard de liras en 1974 à 40 milliards en 1984 (Sur les rapports de la banque Rasini avec Berlusconi, voir le site : altriabusi.wordpress.com/2009/10/02 : *le nostre 7 domande al clown mascherato*).

Mais ce qui a fait remarquer cette « petite » banque, c'est que les investigations, confirmées par les déclarations de Michele Sindona⁽²⁾ en 1985, ont pu découvrir qu'elle était **le lieu de recyclage à Milan de l'argent sale de**

⁽²⁾ Michele Sindona, né près de Messine en 1920, après avoir passé une licence de Droit, ouvre une étude de consultation fiscale à Milan, et il devient vite un avocat recherché dans les milieux d'affaires italiens et internationaux (il reçoit le prix

la mafia sicilienne. Il se trouve que parmi ses clients, la banque a en effet quelques grands chefs de la mafia, Antonio Virgilio, Robertino Enea, Luigi Monti, liés à Vittorio Mangano, Pippo Calò, Salvatore Riina, Bernardo Provenzano, en même temps que l'entrepreneur Silvio Berlusconi, dont la banque Rasini fut la première source de financement. Silvio et son frère Paolo avaient un compte à la banque Rasini, ainsi que de nombreuses sociétés suisses qui possédaient une partie de l'*Edilnord SAS*, la première société immobilière de Berlusconi, fondée en 1962, avec l'aide d'une banque suisse mystérieuse dont on n'a jamais connu les propriétaires.

En 1974, est fondée la société « *Immobiliare San Martino* », administrée par Marcello Dell'Utri, ainsi que de nombreuses holdings, gérées par des prête-noms et qui constituent en réalité la *Fininvest* de Berlusconi. C'est aussi la banque Rasini qui gère une partie du passage de près de 300 millions d'euros à la *Fininvest*, le groupe financier de télévision de Berlusconi, entre 1978 et 1983. *The Economist*, dans son numéro du 26 avril 2001 (consultable sur Internet), a montré que Berlusconi avait fait, par l'intermédiaire de la même banque, nombre de transactions illégales : il a enregistré à la banque 23 holdings comme magasins de coiffeur et d'esthéticien. C'est pourquoi les archives de la banque avaient été saisies par la Justice en 1998. La banque fut donc un des lieux de recyclage de l'argent sale de la mafia, mais aussi le premier financier de Berlusconi, client de la banque. Lorsque, en 1983, la police lance l'« Opération San Valentino » contre les représentants de la mafia à Milan, de nombreux clients de la banque Rasini sont arrêtés, avec le directeur Antonio Vecchione. La banque fut alors cédée à **Nino Rovelli**, un industriel de la chimie, qui ne fut apparemment que la couverture officielle d'autres propriétaires restés inconnus : ce fut l'homme qui versa 2 milliards de lires à Andreotti, selon le journaliste Mino Pecorelli, dans un article, « *Les chèques du Président* », jamais publié car Mino Pecorelli fut mystérieusement assassiné 2 jours après l'avoir écrit...

Or c'est le moment où **les grands boss de la mafia ont décidé de transférer leurs finances de la Sicile à Milan**, et des activités illégales aux investissements immobiliers. Les grandes rues de Milan étaient plus sûres pour eux et plus rentables que les sentiers de la campagne sicilienne. C'était aussi le moment où on commence à parler de télévisions libres, en particulier en Sicile, où Berlusconi en possède déjà 2, et à Milan où il en possède déjà une. Mais la question est toujours la même : où Berlusconi a-t-il trouvé l'argent ? On sait qu'il a trempé dans toutes les opérations les plus louches de l'époque, croisé la loge P2, des personnalités comme Licio Gelli, Michele Sindona, les hommes de la DC compromis dans les affaires de dessous de table (Flaminio Piccoli dès les années '70 : la DC aurait reçu 2 milliards de lires de Sindona en 1974, au moment du referendum sur le divorce) ; mais surtout il est probable (mais non prouvé juridiquement) que ses premiers financements viennent de l'argent de la mafia placé dans la banque Rasini. Il a toujours refusé de s'expliquer sur ce point. C'est à Carlo Rasini qu'il doit d'avoir pu acheter son premier terrain à Milan ; c'est encore Carlo Rasini qui est investisseur dans la société *Edilnord*, avec un comptable venu d'une mystérieuse société suisse : c'est cette société qui achète le terrain sur lequel il construit ensuite Milan 2.

Un autre ami, Cesare Previti, lui permet d'acheter à un prix de faveur (500 millions de lires) son immense propriété de la villa Casati Stampa à **Arcore**, avec ses intérieurs du XVI^e siècle, ses tableaux de maîtres, son parc d'un million de m², ses terrains de tennis, son manège d'équitation, ses écuries, ses piscines. Annamaria Casati Stampa est l'héritière mineure et orpheline d'une grande famille noble milanaise, dont le tuteur est l'avocat Cesare Previti, ami de Berlusconi, et fils d'un des prête-noms des sociétés de la *Fininvest*. La jeune fille est payée en actions de sociétés immobilières que Berlusconi et Previti lui rachètent pour la moitié du montant initialement convenu, affaire embarrassante...

En 1975, est créée la société *Fininvest*, après l'ouverture en 1974 d'une télévision par câble, qui deviendra *Canale 5*. La *Fininvest* deviendra le second groupe privé italien, avec un personnel de plus de 40.000 employés.

de « l'homme de l'année 1973 » des mains de John Volpe, ambassadeur des USA en Italie). En 1970, la banque Rasini reçoit du capital d'une société financière des Bahamas, qui a, entre autres administrateurs, Michele Sindona, Licio Gelli, Roberto Calvi et Mgr Marcinkus, gestionnaire de la Banque du Vatican, l'IOR (Institut des Œuvres de Religion) ; ils disposeraient d'une liste de 500 exportateurs clandestins de devises (que l'on ne connaîtra jamais !) et de la liste des 962 membres de la Loge P2 (dont Silvio Berlusconi était membre depuis 1978, après avoir payé une cotisation de 100.000 lires). En 1974, Sindona est l'objet d'un mandat d'arrêt pour faux en comptabilité puis faillite frauduleuse, il s'enfuit aux USA, où il est arrêté puis libéré contre une caution d'un demi milliard de lires. Il est extradé des USA en septembre 1984, condamné pour l'assassinat de Giorgio Ambrosoli en mars 1986, et meurt empoisonné au cyanure 2 jours après : officiellement, suicide. Suicide ou homicide ? Sindona savait trop de choses !

Berlusconi est nommé « *Cavaliere del Lavoro* » en 1977 (sur proposition de qui ?), et rachète une participation dans le quotidien *Il Giornale*, fondé en 1974 par le journaliste Indro Montanelli, et dont il rembourse le déficit. Entre 1978 et 1983, il reçoit d'une provenance inconnue la somme de 500 milliards de lires dont 15 milliards serviront à capitaliser les 24 puis 37 holdings qui constituent *Fininvest*. Parallèlement et en contact étroit avec lui, c'est le moment où Bettino Craxi accroît son pouvoir dans le PSI. La société publicitaire *Publitalia* est fondée en 1983 avec Marcello Dell'Utri. Entre 1979 et 1990, Berlusconi réalise à Basiglio un autre ensemble résidentiel, Milano 3, un centre commercial, *Il Girasole* à Lacchiarella (province de Milan) et un village résidentiel, *Costa turchese*, au sud d'Olbia en Sardaigne.

Par ailleurs il aura depuis le début le soutien de l'Église catholique, du Vatican (Voir le livre-enquête de Ferruccio Pinotti et Udo Gümpel, *L'unto del Signore*, BUR, juin 2011, 12,50€). Berlusconi rencontre le pape un mois après son investiture de 2008, avec Mgr Tarcisio Bertone, Secrétaire d'État du Vatican, et Gianni Letta, principal ami politique et conseiller de Berlusconi et Gentilhomme de Sa Sainteté nommé par Benoît XVI en 2008, dont on a dit qu'il était le seul capable de parler avec les 3 principales forces du pays, la franc-maçonnerie au Nord, le Vatican au Centre et la mafia au Sud (Cf. *Les Échos* du 25 mars 2010). Lors de cette rencontre il semble qu'ait été passé un « nouveau concordat » entre l'État et l'Église, dont chacun bénéficiera : le cardinal Silvio Oddi, Préfet de la Congrégation pour le Clergé a absous Berlusconi du péché de son premier divorce, avec l'accord du cardinal Ruini ; le clergé bénéficie de clauses particulières pour l'autorisation d'interceptions téléphoniques : par décret du 30 juin 2008, un prêtre ne peut pas être intercepté sans que son évêque soit prévenu, un évêque ne peut pas être intercepté sans que soit informé le secrétaire d'État du Vatican (Cf. *La Repubblica*, 3 octobre 2011). Il faudra que les frasques morales de Berlusconi fassent trop de scandale et qu'il soit poursuivi pour encouragement à la prostitution de mineures, pour que le Vatican prenne ses distances avec lui.

Il rencontre en 1980 la jeune actrice Miriam Bartolini (**Veronica Lario** de son nom d'actrice). Il en a une première fille en 1984, Barbara, dont le parrain est Bettino Craxi. Il aura de Veronica 2 autres enfants, Eleonora en 1986 et Luigi en 1988. Il divorce de Carla Dall'Oglio en 1985, épouse Veronica en 1990 ; le mariage est célébré par Paolo Pillitteri, maire de Milan, et ses témoins sont Bettino Craxi et sa femme Anna, avec Fedele Confalonieri et Gianni Letta. Suite aux frasques sexuelles de Berlusconi, Veronica demande le divorce ; il est prononcé en décembre 2012, et le Tribunal attribue à Veronica une pension de 100.000 (cent mille) euros par jour, en plus de quelques immeubles, le partage de la *Fininvest* restant à régler !

Banco ambrosiano : banque catholique créée en 1896 par Mgr Tovini, en référence à St Ambroise. Roberto Calvi en devint secrétaire général en 1975. Elle contrôlait la Banca Cattolica del Veneto. Elle finança aussi bien le PCI de Berlinguer que le PSI de Craxi, le dictateur Somoza au Nicaragua que Solidarnosc. Elle était liée à la mafia et à la Banque du Vatican (qui était l'actionnaire majoritaire), l'IOR, ainsi qu'à Michele Sindona. Une faillite retentissante provoqua une enquête et un procès retentissant où apparurent la Loge P2. Le juge Emilio Ambrosoli fut assassiné. L'affaire Clearstream serait liée à la banque, ainsi que la mort du pape Jean-Paul 1er, qui était le président de la Banca Cattolica del Veneto, que Marcinkus avait cherché à intégrer dans l'IOR sans en avertir les responsables de la banque ...

Roberto Calvi (1920-1982) : Homme d'affaires responsable du Banco Ambrosiano, qui laissa un déficit de 1,4 milliards de dollars dans la caisse. Retrouvé pendu sous un pont de Londres (assassiné par la mafia ?).

Paolo Casimir Marcinkus (1922-2006) : prêtre américain, ami de Paul VI puis de Jean-Paul II, consacré archevêque en 1969. Devient président de l'IOR, et a une grande responsabilité dans la faillite du Banco Ambrosiano et dans la mort de Jean-Paul I. « On ne gouverne pas l'Église avec des Ave Maria », disait-il.

Licio Gelli (1919-) : ancien militant fasciste, arrêté et condamné en 1945. Adhère à la Loge du Grand Orient en 1965 et devient le chef de la Loge Propaganda 2. Il fut un des meilleurs soutiens de Berlusconi, et reste lié à tous les grands scandales de la vie italienne. Condamné en 1990.

Lorsque est découverte la liste de la P2, qui fait un scandale en Italie, étant donné la quantité de personnalités politiques, économiques, militaires, etc. qui y figurent, on ne sait pas pourquoi Berlusconi n'est pas inquiet, bien que le rapport de la commission d'enquêtes remarque « *que lui et d'autres opérateurs y trouvent des appuis et des financements au-delà de toute crédibilité financière* ».

En 1982 et 1984, il rachète 2 chaînes de télévision, *Italia 1* et *Rete 4*, et diffuse illégalement sur ses 3 chaînes, à Turin, Pescara et Rome, les mêmes programmes sur tout le territoire national, ce qu'interdit la loi sur les télévisions privées. Les juges interviennent, mais Craxi, alors Président du Conseil, fait voter un décret pour légaliser cette situation, il est adopté en 1985.

Berlusconi achète et devient président du **Milan AC** en 1986. Il achète la *Standa* en 1988. En 1990 est adoptée définitivement la loi Mammì proposée par le gouvernement De Mita qui fige le duopole RAI / *Fininvest* sans imposer aucune règle précise à Berlusconi, qui peut donc garder tranquillement toutes ses chaînes, en même temps que la société Mondadori arrachée à De Benedetti dans un grand procès qui se conclut en sa faveur, grâce aux « *tangenti* » (400 millions de lires) versées au juge Vittorio Metta par son avocat, Cesare Previti, et s'empare ainsi de plusieurs grands journaux et hebdomadaires, *La Repubblica*, *L'Espresso*, *Panorama*, *Epoca* et 13 journaux locaux. Une médiation politique obligera Berlusconi à restituer à De Benedetti *La Repubblica* et *L'Espresso*. Previti et le juge sont condamnés, et le 9 juillet 2011, la seconde section civile de la Cour d'Appel de Milan condamne la *Fininvest* à verser 560 millions d'euros à De Benedetti pour les pertes subies dans le procès précédent.

En 1990, Berlusconi crée, sous des prête-noms, 3 chaînes payantes, Télé 1, Télé+2, et Télé+3, et il passe *Il Giornale* sous le nom de son frère Paolo.

Berlusconi décide de « descendre sur le terrain » politique en 1994, en créant un nouveau parti « *Forza Italia* » (en Sicile « *Forza Sicilia* », qui comprend les anciens autonomistes et les représentants de la mafia), et il devient Président du Conseil, allié à Alleanza Nazionale (ex-fascistes) et à La Ligue du Nord. Celle-ci l'abandonne au bout de 8 mois et il doit démissionner. Il est mis en examen pour corruption de juge, liens avec la mafia, fraude fiscale, faux en bilan... Plusieurs fois condamné, il est finalement absous soit en appel, soit par prescription. En 1996, le centre-gauche de Romano Prodi gagne les élections, mais le communiste Massimo D'Alema constitue avec Berlusconi une Commission des deux chambres, où il l'intronise comme « *padre costituente* » ! (Voir la dénonciation de la collaboration entre centre-droit et centre-gauche, l'appui donné par la gauche aux télévisions de Berlusconi, etc. dans le livre *L'inciucio* (contrat clandestin peu clair), de Marco Travaglio et Peter Gomez, B.U.R., 2006). Cela l'aidera à gagner à nouveau les élections en 2001, avec son parti nommé maintenant « *Casa della libertà* » et il redevient Président du Conseil.

Pourquoi décide-t-il de « descendre sur le terrain politique » ?

- 1) Parce qu'il y a un **vide politique** créé par « *Tangentopoli* », Craxi est éliminé, le PSI et la DC disparaissent ; il faut combler le vide et en profiter ; d'autre part, il faut éviter que les « communistes » arrivent au pouvoir à cette occasion, et puissent lui créer des difficultés en jugeant son histoire passée ;
- 2) Il y est poussé par la **mafia**, qui n'a plus de soutien au Parlement, après la disparition du PSI (et d'abord de Craxi) et de la DC ; les attentats et assassinats mafieux de 1993 sont probablement l'expression de cette pression (à moins que Berlusconi lui-même les ait suscités pour aggraver la tension existante ?) ;
- 3) Le pouvoir politique sera **une carte de plus dans ses affaires**, et lui permettra d'avoir une couverture politique sous la forme d'une immunité parlementaire, mais aussi d'avoir la main sur tous les médias, ceux de *Mediaset* (privés) et ceux de l'État, la RAI ; ce pouvoir satisfait par ailleurs son orgueil personnel.

Ses intermédiaires avec la mafia⁽³⁾ sont surtout deux personnages, Vittorio Mangano et Marcello Dell'Utri. Le premier, **Vittorio Mangano** (1940-2000), criminel sicilien défini par le juge Paolo Borsellino « *une des têtes de pont de l'organisation mafieuse dans le nord de l'Italie* ». Arrêté et emprisonné plusieurs fois (chèques sans provision, escroquerie, recel ; extorsion, ; coups et blessures ...), il est connu de Dell'Utri qui le fait embaucher en 1973 dans la villa d'Arcore de Silvio Berlusconi, comme « palefrenier » (il sera toujours présenté par la suite comme « *le palefrenier d'Arcore* »). Il quitta la villa en 1975 pour des raisons mal définies. Il a eu avec Berlusconi des rapports ambigus : aurait-il été celui qui a tenté d'enlever son fils ? Arait-il été le « protecteur » mafieux de Berlusconi ? Des repentis ont témoigné que, par son intermédiaire, Berlusconi aurait versé 200 millions de lires (environ 100.000 euros) par an à la mafia.

Mangano a été condamné à la prison à vie pour 2 assassinats, et il est mort de cancer quelques jours après sa condamnation. En 2008, Dell'Utri, approuvé par Berlusconi, déclara que Mangano avait été « un héros », parce que, pour avoir une peine moins lourde, il aurait pu témoigner contre lui et contre Berlusconi, et qu'il ne l'avait pas fait !

Mais l'intermédiaire principal entre Berlusconi et la mafia a été **Marcello Dell'Utri** (1941-), d'abord employé de banque avant de rentrer à la *Fininvest*, et de devenir sénateur et député européen de *Forza Italia*, jusqu'à sa

⁽³⁾ Pour les rapports de Berlusconi avec la mafia, voir : Fabrice Rizzoli, *Petit Dictionnaire énervé de la mafia*, L'opportun Eds, 10/02/2012 ; Marco Travaglio et Peter Gomez, plusieurs ouvrages importants (sur les site : www.mafias.fr et Peter Gomez. it) ; Vincenzo Pilato, *La mafia, La Chiesa, lo Stato*, Effatà Editrice, 2009, 320 pages.

condamnation. Il a été l'ami de Berlusconi depuis leur rencontre à l'Université de Milan, et il devient son secrétaire dès 1963, puis son assistant dans la société *Edilnord*, puis administrateur de la société *Publitalia*, et de *Fininvest* en 1984. Il est un des fondateurs de *Forza Italia* en 1994.

Dell'Utri a été poursuivi pour complicité d'association mafieuse ; c'est lui qui aurait concouru aux investissements de la mafia dans la *Fininvest*, et qui aurait été « l'ambassadeur de la mafia à Milan ». En 2004 il est condamné à 9 ans de prison et interdiction à vie d'exercer une charge publique, par le tribunal de Palerme, condamnation réduite à 7 ans en appel. En 2012, la Cour de Cassation annule le jugement pour insuffisance de preuves, et demande un nouveau procès, tout en confirmant que Dell'Utri a bien été l'intermédiaire entre Berlusconi et la mafia.

Le 30 décembre 2012, Dell'Utri, installé à Saint-Domingue, déclare à *Il Fatto quotidiano*, que sa candidature aux élections de 2013 serait un acte de « *légitime défense* », raison pour laquelle il était déjà entré dans la lutte politique en 1994... comme Berlusconi...

Que conclure ?

1) Berlusconi n'est donc qu'un **homme d'affaires, pas un homme politique** ; ce qui compte, c'est le développement de ses affaires, dont l'État n'est qu'un élément ; le politique est pour lui le meilleur moyen de se protéger des poursuites judiciaires et de gagner de l'argent. Il est la suite des politiques socialistes et démocrates-chrétiens éliminés par les procès de 1992 ; et l'incarnation de tout ce qui a détruit ou gâté le meilleur de l'Italie. Le 5 janvier 2013, il déclare encore : « *Je me sentirai pour toujours un entrepreneur qui s'est mis à disposition de la politique* » (*La Repubblica*, 05/01/2013)... ou : qui a mis la politique à sa disposition !

2) Berlusconi est un **homme d'affaires mafieux** puissant, qui avait de **nombreuses protections dans tout l'appareil politique, judiciaire, policier, maçonnique**, ce qui lui a toujours permis jusqu'à maintenant d'échapper à la justice et à la prison. Il a cru que cela lui permettait n'importe quel comportement politique, sexuel et moral. Prenons quelques exemples :

a) **La protection de la Loge P2** : Il obtient du Monte dei Paschi de Sienne (dont le « *provveditore* » est membre de la Loge) des financements dont la légalité est douteuse. Il s'assure une collaboration avec le *Corriere della Sera*, alors dirigé par un membre de la Loge et qui est alors possédé par la société Rizzoli, appartenant à Angelo Rizzoli et Bruno Tassan Din, membres de la Loge.

b) **La protection de certains officiers de la Guardia di Finanza** : le 24 octobre 1979, 3 officiers de la *Guardia* viennent enquêter au siège de l'*Edilnord Cantieri residenziali* ; Berlusconi (seul propriétaire de la société) les reçoit, déclare qu'il n'est qu'un conseiller extérieur pour la construction de Milan 2. Les officiers ne posent pas de questions et concluent leur enquête, malgré toutes les anomalies existantes ; ils seront tous brillamment promus ; l'un d'eux quittera l'armée pour venir travailler à la *Fininvest* comme avocat d'affaires (Massimo Maria Berruti), avant d'être plus tard arrêté et de devenir député de *Forza Italia*. On s'apercevra qu'un autre officier était membre de la Loge P2.

c) **La protection de juges** : le 30 mai 1983, la *Guardia di Finanza* de Milan procède à des écoutes téléphoniques de Berlusconi, dans le cadre d'une enquête sur le trafic de drogue, et son rapport dit : « *Il est à signaler que le bien connu Silvio Berlusconi financerait un intense trafic de stupéfiants en provenance de la Sicile et destiné tant à la France qu'à d'autres régions d'Italie (Lombardie et Latium). Le susdit serait au centre d'une importante opération spéculative sur la Côte Esmaralda en utilisant des sociétés-écrans ayant, dans la plupart des cas, leur siège à Vaduz (Liechtenstein) et toujours à l'étranger. Du point de vue opérationnel, les sociétés en question laissaient une grande marge de manoeuvre aux professionnels locaux* ». L'enquête traîne 8 ans sous la direction d'un procureur accusé depuis de corruption, puis est oubliée et classée par le doyen des juges d'instruction de Milan, Anna Capelli.

d) **La protection de Craxi et du CAF** (Craxi-Andreotti-Forlani), comme on l'a vu à propos de la loi Mammi sur les télévisions privées. En échange, Berlusconi fut accusé de financement illicite de parti politique pour un versement de 21 milliards de lires à Bettino Craxi, condamné à 2 ans et 4 mois de prison, jugement cassé par prescription.

e) **La protection de Berlusconi lui-même** : devenu Président du Conseil, il consacra une partie importante de son temps et des lois qu'il fit adopter pour se protéger de possibles jugements à son égard et pour éviter les condamnations ou les faire annuler par prescription, en payant de nombreux avocats pour faire traîner suffisamment les procès. Citons quelques-unes de ces lois :

- * Loi sur les commissions rogatoires (367/2001) qui annule l'utilisation des commissions suisses;
 - * Dépénalisation du « *falso in bilancio* » (loi 61/2002) ;
 - * Loi « *Cirami* » (248/2002) sur le soupçon légitime, qui permet de refuser un juge et d'arrêter ainsi un procès ;
 - * Le « *Lodo Schifani* » (140/2003), qui permet aux 5 premières personnalités de l'État de ne pas se présenter à leurs procès, parce que déjà engagés par leurs responsabilités politiques (déclaré par la suite inconstitutionnel) ;
 - * L'extension du « *condono* » (remise de peine pour les délinquants) sur les zones protégées (loi 308/2004), qui libère la villa de Berlusconi « *La Certosa* »)
 - * Le recours du gouvernement contre une loi de la Sardaigne interdisant de construire à moins de 2 kms de la côte, qui aurait bloqué la construction de la « *Costa turchese* » (250.000 m3) (recours 15/2005) ;
 - * Loi « *ex-Cirielli* » (251/2005) qui réduit les temps de prescription, qui permet d'effacer beaucoup de faits dans le procès de Berlusconi sur les TV ; la loi permet aux personnes âgées de plus de 70 ans de purger leur peine chez eux (Berlusconi en a 76 !) ;
- Pour d'autres lois, voir le site « *Chi è Berlusconi* » sur Forzaberlusconi.blogspot.fr.
- * Mars 2010, loi « d'empêchement légitime » qui autorise le président du conseil et ses ministres à ne pas répondre à une convocation du tribunal pendant 18 mois.
 - * Dans un autre domaine, la Ligue du Nord et Forza Italia ont tenté en octobre 2007 de transférer les fonds de recherche attribués à Rita Levi-Montalcini (1909-30 décembre 2012, prix Nobel en 1986 et sénatrice à vie) à la société San Raffaele de Milan, une société contrôlée par *Fininvest* et qui était au centre d'une enquête pénale pour banqueroute et fausses factures (Cf *Il Fatto Quotidiano* du 1er octobre 2011).
- On pourrait multiplier les exemples.

3) Son **ultralibéralisme** a donné satisfaction à une partie importante de la droite italienne et du patronat, jusqu'à ce qu'il les inquiète par ses échecs et son goût exclusif de sa réussite personnelle. Lorsqu'il pense à créer son parti, en 1992, il travaille avec les représentants du patronat et des partisans de la « libre entreprise », inquiets d'une possible prise de pouvoir des « communistes », avec les représentants de la presse de droite, avec Craxi (Voir l'article de Giovanni D'Avanzo, dans *la Repubblica* du 1er décembre 2009). Et il n'hésite pas à appeler le peuple à « travailleur au noir » s'il est au chômage, à ne pas payer ses impôts, etc. = modèle désastreux à la tête de l'État !

Son sens du comique, ses capacités de clown de la commedia dell'arte (voir ses plaisanteries sur ses adversaires, ses amis, ses partenaires, sur Obama « bronzé », sur les femmes, sur les communistes, etc) ont séduit pendant un temps l'opinion populaire ; sa capacité à réussir alors qu'il est parti de rien peut laisser penser que « moi aussi ... ». Il apparaît comme un gagnant, un « homme d'acier » (dit-il de lui-même).

Il est la fin d'une certaine Italie, dont la chute a commencé en 1992, et qu'il a prolongée pendant 20 ans. Les Italiens s'apercevront peut-être en 2013 que le crime était « presque » parfait... Dino Risi disait : « *Quelques personnages ont déjà une forme de spectacle : Andreotti c'est le drame, Berlusconi est la comédie, Bossi est la farce* ».

5) Les réformes de Mario Monti :

* Rappelons d'abord **qui est Mario Monti**. Il est né en 1943, à Varese, il a fait ses études à l'Université Bocconi de Milan et à l'Université Yale des USA. Il a enseigné à l'Université de Turin de 1970 à 1985, puis a été nommé recteur de l'Université Bocconi de Milan. Il n'a jamais appartenu à aucun parti politique. Il a été commissaire européen au Marché intérieur en 1995, puis à la Concurrence de 1999 à 2004, nommé d'abord par Berlusconi puis reconduit par Massimo D'Alema, mais Berlusconi ne le confirma pas en 2004. On l'a surnommé « Super Mario », comme Mario Draghi. Il est l'auteur de nombreux ouvrages d'économie. Mario Monti, Gianni Letta et Mario Draghi sont ou ont été conseillers (« *International Advisor* ») de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs. Monti est par ailleurs membre de 2 *think tank* (laboratoires d'idées) européens ; il souhaiterait un renouvellement de l'Europe, dans un sens plus social. Depuis 2010 il est président du groupe européen de la Commission Trilatérale, un groupe d'intérêt néolibéral fondé en 1973 par David Rockefeller et le Groupe Bilderberg. Il a été nommé sénateur à vie par le Président de la République en 2011, puis Président du Conseil le 13 novembre 2011 ; son gouvernement ne comportait aucun politique mais des « techniciens », un banquier (Corrado Passera), une préfète (Anna Maria Cancellieri), un magistrat (Filippo Patroni Griffi), un ambassadeur (Giulio Terzi di Sant'Agata), un amiral (Giampaolo Di Paola), des avocats

(Paola Severino, Enzo Moavero Milanesi), des dirigeants d'entreprise (Pietro Gnudi), des universitaires (Elsa Fornero, Francesco Profumo, Lorenzo Ornaghi), un médecin (Corrado Clini), des économistes (Fabrizio Barca, Piero Giarda), le fondateur de la Communauté Sant'Egidio (Andrea Riccardi), etc... Il eut au départ l'appui de toute la Chambre des Députés, à l'exception de la Ligue du Nord (59 députés) et de 2 députés Pdl ex-fascistes.

* Qu'a réalisé Mario Monti ?

L'effet positif reconnu de sa présidence du Conseil a été de **modifier l'image de l'Italie, dans un sens positif, de lui redonner la confiance des marchés**. Monti était connu comme un homme honnête, un bon technicien des questions économiques, mais qui n'était pas pour autant un possédant, un homme d'affaires, et qui n'ambitionnait pas une fonction politique pour augmenter sa fortune. Il avait dit dès le début de son mandat qu'il souhaitait, pour la transparence des membres de son gouvernement, qu'ils déclarent leur patrimoine. Il apparaît que Monti n'est même pas le plus riche de tous les ministres : il n'a déclaré en 2010 qu'un revenu d'un million 515.000€, le salaire d'un sénateur à vie étant de 211.502€ par an ; il a versé au fisc 660.00€ d'impôt. Il lui reste donc un revenu d'un peu plus de 900.000 € par an, soit environ 7500€ par mois. Il ne possède ni avion privé ni yacht ; il a trois voitures en commun avec sa femme, avec qui il possède des appartements à Varese, Milan et Bruxelles et un patrimoine en banque d'environ 11 millions d'euros. Son ministre de la Justice, Paola Severino déclare 7 millions d'euros et son ministre du développement économique, Corrado Passera, 3,5 millions d'euros. Mario Monti est donc un homme riche, mais sa fortune est sans comparaison avec celle d'un Berlusconi, et il la doit à ses salaires d'universitaire et de technicien bancaire. Ce fait positif a un peu fait oublier que Monti était aussi l'homme du Marché, nommé sous la pression de l'Europe pour calmer les banques et le Marché sur la situation critique de l'Italie.

Par contre, au bout de 13 mois de gouvernement, les observateurs s'accordent à dire qu'il n'a guère changé la situation de l'Italie : il était dépendant d'une majorité parlementaire ambiguë, comportant tous les élus du PDL berlusconien (qui l'ont finalement lâché) et les élus de gauche minoritaires. Ses premières manœuvres financières tendant à un budget équilibré ont en effet rassuré les marchés, sa réforme des retraites a rétabli un équilibre ; son projet de réforme territoriale était positif mais a été refusé par la cour constitutionnelle ; il a réformé timidement les professions libérales, mais n'a pas touché aux monopoles des chaînes de radio et télévision ; il n'est pratiquement pas intervenu sur les problèmes d'évasion fiscale et de fraude fiscale, dont il reconnaissait pourtant que c'était un des plus gros problèmes de l'Italie ; il n'a rien fait sur les problèmes de l'école et de l'Université ; sa réforme de l'article 18 du Statut des Travailleurs sur les licenciements a été maladroitement présenté, a provoqué l'hostilité des syndicats, et n'a pas apporté de changements notables. Sa réforme de l'IMU (Impôt Municipal Unique) ne parvient pas à supprimer les privilèges fiscaux de l'Église catholique. Il n'a pas « aboli les privilèges », selon son expression de candidature, ni ceux de l'Église, ni ceux des possesseurs de comptes en Suisse.

Sous son gouvernement, la dette publique est passée de 1.906,768 milliards à 2.020,668 milliards d'euros

Maintenant, depuis 1992, le jeu des forces politiques s'est transformé. Essayons de faire un état de ce qui se profile pour les élections de février 2013.

6) Les élections législatives de février 2013. Trois regroupements semblent se dessiner :

a) **Un regroupement de centre-gauche.** Le leader en sera **Pier Luigi Bersani**, dirigeant du **Parti Démocrate (PD)**. Il est né en 1951 en Émilie-Romagne, région dont il a été président dans les années 1990 ; il a été ministre (Industrie et commerce dans le gouvernement Prodi I, Transports et Navigation dans le D'Alema II et dans le Amato II, Développement économique dans le Prodi II). Il a été élu Conseiller Régional du Parti Communiste Italien (PCI) en Émilie, puis président de la Région comme élu du Parti Démocrate de Gauche (PDS) qui succède au PCI. Il est un des dirigeants des Démocrates de Gauche (DS) qui succède au PDS. En 2009 il est élu Secrétaire du PD (342.000 votants), où il succède à Dario Franceschini. Les élections primaires du Centre-gauche des 25 novembre et 2 décembre 2012 l'ont désigné largement comme candidat à la Présidence du Conseil de cette coalition, par 44,9% des votants (3.100.00) du 1er tour devant Matteo Renzi (25,5%), Nichi Vendola (21,6%), Laura Puppato (2,6%) et Bruno Tabacci (1,4%). Au second tour, il obtient 60,9% devant Matteo Renzi (39,1%).

Il prend l'initiative originale de faire des élections primaires dans chaque région les 29 et 30 décembre 2012, pour la nomination des candidats aux élections législatives de 2013, où pourront voter ceux qui ont renouvelé leur adhésion au PD et ceux qui avaient voté pour les primaires de décembre. Il y avait 6.000 sièges ouverts et

50.000 militants pour les organiser. Les électeurs pouvaient émettre deux votes préférentiels, l'un en faveur d'un homme, l'autre en faveur d'une femme ; quand les préférences donnaient deux candidats du même sexe, le second était annulé, mais on pouvait n'exprimer qu'une préférence. Plus d'un million de personnes ont voté. Cela rompt avec l'habitude de voir les candidats désignés par les secrétariats nationaux des partis, et pourrait rapporter des voix nouvelles au PD, à qui les sondages donnent environ 35% des voix. Les jeunes et les femmes sont sortis en majorité de ce scrutin : renouvellement prometteur de la classe politique. Encore faut-il que ce vote soit respecté dans la constitution définitive des listes...

Cependant le Secrétariat a prévu une liste bloquée de candidats (10% des candidatures) pour pouvoir choisir des personnalités nécessaires à un gouvernement efficace.

Un autre groupe de centre-gauche organisait aussi des primaires, le **Sinistra Ecologia e Libertà (SEL)**, fondé en 2009 à l'occasion des élections européennes, à partir de plusieurs petits partis de gauche. Son responsable est **Nichi Vendola** qui avait participé aux primaires du PD en 2012 ; les 2 partis iront unis aux élections de 2013.

* **L'Alleanza per l'Italia (API)** de **Bruno Tabacci**, qui avait été le dernier candidat aux primaires du PD ? Fondée en décembre 2009, héritage de **La Margherita** de Franco Rutelli, elle hésite entre centre libéral et centre gauche. Sera finalement en coalition avec le centre gauche, de même que le nouveau **Partito Socialista Italiano (PSI)**, recréé en 2007 (qui n'a plus d'élus depuis 2008), au moins dans certaines circonscriptions. Le **Sud Tirolo Volkspartei** s'est également rallié à cette coalition « **Italia. Bene comune** »

b) Le regroupement du centre de Mario Monti. Celui-ci a donc décidé de former une coalition, sans être lui-même candidat puisqu'il est déjà Sénateur à vie. Le 31 décembre 2012, il a proposé un programme en 7 points, affirmant la nécessité de renouveler la démocratie italienne en profondeur, dans une rigueur administrative maximale, qui serait en même temps un programme de renouveau de l'Europe, et dépassant l'opposition entre « *une vieille droite conservatrice et libérale et une gauche progressiste et étatique* ».

Il présente une coalition de 3 listes à la Chambre et une liste au Sénat : Une liste au nom de Monti « *Scelta civica. Con Monti per l'Italia* », une liste de **l'Union du Centre (UDC)**, de **Pier Ferdinando Casini**, un des héritages de la DC, et une liste de **Futuro e Libertà per l'Italia (FLI)** de **Gianfranco Fini**, né en 2010 de l'ancienne **Alleanza Nazionale** (néofascistes) ; au Sénat, une liste unique intitulée seulement « *Con Monti per l'Italia* ».

c) Le regroupement de droite guidé par Berlusconi, qui comprend 9 partis à la Chambre et 14 au Sénat. : * **La Lega Nord** de **Roberto Maroni**

* Le **Movimento per le autonomie (MPA)**. N'existe qu'en Calabre, Campanie et Sicile, créé en 2005 d'une dissension interne à l'UDC, partisan de l'autonomie du Sud, relié à la Lega Nord.

* les petits groupes **Fratelli d'Italia**, **Partito dei Pensionati**, **Libertà da Equitalia**, **Intesa popolare**, **Moderati in Rivoluzione**, les **Popolari d'Italia Domani (PID)** de **Calogero Mannino**, scission de droite de l'UDC, etc.

* **Grande Sud**, fédération de petits partis du Sud fondée en 2011.

* **La Destra di Storace**, néofasciste dur.

Que feront : * Les **Libéraux démocrates (LibDem)** de **Lamberto Dini**, qui avaient flirté avec Berlusconi ?

* **L'Azione Popolare (AP)**, de **Silvano Moffa**, scission des néo-fascistes ?

* Le **Movimento di Responsabilità Nazionale (MRN)** de **Massimo Ciletti**, 2 anciens du PD, achetés par Berlusconi ?

d) Un regroupement de gauche autour de La Rivoluzione civile de **Antonio Ingroia** ? avec **La Federazione dei Verdi**, de **Grazia Francescato** ? et avec le **PCDI** et **Rifondazione comunista**, fondée en 1991 par scission du PCI, et dirigée actuellement par Paolo Ferrero. Il avait eu 6% des voix en 1992, 5,8% en 2006, mais est éliminé du Parlement dans les élections de 2008. La coalition comprendra aussi **L'Italia dei Valori (IdV)**, lancé à Rome en 1998 par **Antonio Di Pietro**, après sa démission de la magistrature.

e) Les Groupes extra-parlementaires :

* **Le Movimento 5 Stelle**, inspiré par **Beppe Grillo** : créé en 2009, il obtient un premier succès électoral aux élections municipales de 2012, en conquérant la mairie de Parme. C'est un mouvement anti-tout, de type libertaire, dont beaucoup de membres sont issus de la gauche. Son leader Beppe Grillo (1948-), comique, satiriste et acteur, lancé par Pippo Baudo. En 1987, il attaqua violemment Bettino Craxi ; en 2008, il est poursuivi en justice par *Mediaset* pour diffamation ; il est ami du secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Tarcisio Bertone ; en 2007, il anime une journée « V-day » (Vaffanculo–Day = Va te faire foutre), et il est devenu très populaire, faisant de nombreux meetings très suivis, et sur un des blogs les plus suivis d'Italie. Il semble devoir aller seul aux élections, mais propose des alliances incohérentes avec l'extrême gauche et avec l'extrême droite néofasciste (par exemple le groupe néofasciste **CasaPound** créé en 2003 à Rome).

* et toutes les petites listes de 2008, Retraités, Consommateurs, etc.

f) * **Les Radicaux Italiens (« Amnistia, Giustizia e Libertà »)** présenteront quelques listes autonomes et n'entreront dans aucune coalition. Feront de même **Stefania Craxi (Riformisti popolari)**, « **Io amo l'Italia** » de **Magdi Cristiano Allam** et **L'Union des Démocrates pour l'Europe (UDEUR)** de **Clemente Mastella**, ancien DC., devenu UDEUR-Popolari per il Sud.

En tout 169 listes ont été acceptées par la Commission électorale, sur les 219 déposées, plus ou moins fantaisistes : **Il Movimento Bunga Bunga**, **La lista del Grillo Parlante (Movimento No Euro)** de Renzo Rabellino, une liste de Ilona Staller (la « Cicciolina ») « **Democrazia, Natura, Amore** », la liste « **Basta tasse** » (on en a assez des impôts), la liste **Alba Dorata e CasaPound** d'extrême droite, le **Partito Pirata**, **I Fratelli d'Italia**, les **Poeti d'Azione**, et même « **Io non voto** » etc. Plusieurs symboles ont été récusés pour leur ambiguïté, la présence de signes religieux, l'apologie de délit (la liste **Forza Evasioni – Stato Ladro**). Situation chaotique et parfois folklorique !

7) Quelques grands problèmes de l'Italie. Qui les réglera ?

a) **La dette publique** : selon la Banca d'Italia, la dette se monte maintenant à 2020,7 milliards d'euros et a augmenté de 113 milliards en 2012, dont 73 milliards dus aux besoins de l'Administration Publique. Par contre les rentrées d'impôts ont augmenté de 3% dans les 11 premiers mois de 2012. La dette aurait légèrement diminué en décembre 2012, à mettre au compte de la politique de Monti. Cette dette coûte environ 90 milliards d'intérêt par an.

b) **L'évasion fiscale** : l'Italie est au premier rang en Europe. 270 milliards de sommes imposables « s'évadent » chaque année, ce qui représente une perte de rentrée d'impôts d'environ 120 milliards chaque année, dont seulement 10 milliards ont été récupérés en 2010, ce qui représente une perte de 3000 euros par an pour chaque contribuable honnête ! Et les lois votées par le gouvernement de Berlusconi ont encore diminué les possibilités de récupération (par exemple la Mondadori (dont Berlusconi est propriétaire), poursuivie depuis plus de 10 ans pour une évasion fiscale dont les 5% prévus par la nouvelle loi aurait dû représenter 174 millions d'euros, elle n'a finalement payé que 8,6 millions ! Une autre loi a été votée réduisant à 2,5% des sommes dues l'amende à payer en cas de rapatriement de sommes illégalement placées à l'étranger. Or on calcule que les sommes évadées représentent de 500 à 700 milliards d'euros, mais les divers « boucliers fiscaux » votés par Berlusconi ont fait qu'en 2010, l'État n'a encaissé que 640 millions, etc. L'évasion représente aussi bien les factures gonflées que la dissimulation de factures et l'envoi d'argent à l'étranger.

c) **La corruption de l'Administration et des politiques** : c'est un produit typique de l'Italie, qui aurait augmenté de 229% en 2010 par rapport à 2009. C'est une tare mondiale, certes, mais l'Italie est en tête ; les « *mazzette* » (les dessous-de-table) remis à l'administration ou aux politiques pour obtenir une « faveur » représentent 60 milliards par an, dont par exemple 600 millions dans le domaine de la santé en 2010.

d) **L'économie souterraine, le travail au noir**. Elle représente 154 milliards d'euros = richesse produite par le travail au noir (7% du PIL, Produit Intérieur Brut). Le résultat est : 52,5 milliards de sommes imposables soustraites au fisc, soit une perte de 10,8 milliards. Environ 3 millions de personnes travaillent ainsi au noir (ISTAT), mais les syndicats l'estiment à au moins 3,5 millions, ce qui représente 12,2% des travailleurs italiens. Ce travail au noir est le fils légitime de l'évasion fiscale : on cache une partie de ses factures pour payer moins d'impôts, et on doit donc déclarer un nombre moins important de personnel = perte d'impôts due à

la fois aux employeurs et aux travailleurs. L'économie souterraine représente environ 20% du PIL, soit 300 milliards d'euros. Cela regarde évidemment le Sud (travailleurs agricoles étrangers), mais aussi le Piémont, la Lombardie, l'Ombrie, l'Émilie-Romagne, etc. ; la moitié des travailleurs au noir sont des femmes. En cela, les travailleurs ne sont pas seulement victimes, mais ainsi ils ne payent pas d'impôts sur leur salaire.

e) La mort par accident du travail. La conséquence est un travail moins sûr → en 2009, presque 2000 morts par accident du travail, en 2010 un peu plus = plus de 10.000 victimes en 5 ans. Le coût des accidents pour la société est de 43 milliards par an = 3,21% du PIL + 6 milliards d'indemnités versés aux victimes. Alors que le coût moyen d'investissement pour éviter les accidents ne serait que de 50.000 euros par entreprise. Chaque jour, 27 personnes restent invalides à vie à cause d'un accident du travail.

f) La contrefaçon = 7,1 milliards de facturation au noir, 130.000 postes de travail non déclarés, 5,3 milliards de pertes d'impôts. Sur le plan mondial, la contrefaçon représente 10% des échanges, soit un total de 433 milliards d'euros. Dans ce marché parallèle, l'Italie occupe la première place en Europe et la troisième dans le monde, après la Corée du Sud et Taiwan. Elle se pratique dans l'habillement, les CD et DVD, les produits alimentaires et boissons, le matériel électrique, informatique, la parfumerie, les bijoux, parfums, cosmétiques, produits pharmaceutiques...

g) Les mafias = 100 à 135 milliards de facturation annuelle = 10% du PIL + 9 milliards d'extorsions + 27 milliards de trafic de cocaïne et 20 milliards d'usure. Les mafias ont désormais conquis le Nord (Cf. rapport Pinotti pour la Banque d'Italie). La mafia est une sorte de holding organisée en une chaîne de sociétés à gestion généralement familiale ; elle a d'une part sa main d'œuvre criminelle et d'autre part sa masse d'avocats, de managers, d'experts financiers ; elle donne donc du travail à beaucoup de gens, ce qui est apprécié dans une période de chômage : un administrateur délégué gagne de 10.000 à 40.000 euros par mois, un vendeur de drogue mineur (souvent moins de 16 ans : voir *Gomorra* de Roberto Saviano) gagne 1000 euros par mois, un guetteur de quartier mafieux à Naples un peu plus, un « percepteur » de « *tangente* » auprès des « clients » gagne 2000 euros par mois, un bon killer peut gagner 25.000 euros par mois. Les fonds viennent des « *pizzi* » (taxes illégales) payées par les commerçants, industriels, etc. (un supermarché de Palerme paie environ 5.000 euros par mois, de Naples 3.000 euros), des prêts usuraires, des extorsions. La mafia gère environ 1/3 du marché de l'usure, s'emparant de commerces honnêtes qui ne peuvent plus fonctionner, et qui sont rachetés par la mafia. Les grands marchés publics, la construction d'immeubles, de bâtiments publics sont une source de fonds importante grâce à la corruption, de Milan à Palerme ; un accident comme le tremblement de terre des Abruzzes est un bonheur pour cette spéculation. Par ailleurs la 'Ndrangheta s'infiltre de plus en plus dans les banques (celle du Vatican...), dans la société mondaine du Nord comme du Sud, dans les administrations, etc.

h) Il faudrait citer encore les « écomafias » et d'autres problèmes. Les **crimes contre l'environnement** coûtent des milliards d'euros : constructions abusives, pollutions chimiques (7.000 morts prématurées par an dans la plaine du Pô), etc. (17 villes italiennes sont parmi les 30 villes d'Europe les plus polluées. Cette pollution coûte 28 milliards à l'Italie chaque année. Les écomafias encaissent plus de 20 milliards : ciment de mauvaise qualité avec trop de sable, béton d'une résistance de 40 kgs par centimètre alors que la loi impose 250 kgs, d'où l'écroulement rapide des édifices construits ; la gestion mafieuse des décharges et du ramassage des ordures et des déchets industriels dangereux est un autre business juteux (décharges abusives, etc. : on en compte 5.000 en Italie), ainsi que le nettoyage des cimetières (Cf. Saviano) Les remises de peine (il « *condono* ») par l'État sont légion, dues à la corruption, etc.

On n'en finirait pas d'énumérer ces problèmes qui ruinent l'Italie, où la corruption et l'illégalité sont devenues un système global auquel adhèrent nombre de citoyens (qui risquent de voter à nouveau pour Berlusconi pour pouvoir continuer). Comment faire pour changer ce système et redonner à l'Italie une vie digne ?

Voir pour beaucoup de chiffres : **Nunzia Penelope, Soldi rubati, Ponte Alle Grazie, 2011, 336 pages, 14,60€.**